

Débat sur l'enseignement supérieur et la recherche à la Fête de l'Humanité le 17.09.2011

Organisé par la section du PCF de la faculté d'Orsay (université Paris-Sud) au stand de la Fédération de l'Essonne, ce débat a réuni des acteurs politiques du Front de Gauche (Olivier Gebuhrer du PCF, Bernard Jusserand de République et Socialisme, Pierre Chantelot du PG) et des représentants des syndicats et associations (Marion Guenot de l'UEC, Catherine Deville Cavellin de SLR, Stéphane Tassel du Snesup-FSU et Daniel Steinmetz du SNTRS-CGT). L'objectif était de **présenter les propositions** mises en débat par le Front de Gauche en ce début de période électorale riche et cruciale concernant l'enseignement supérieur et la recherche. Ces secteurs subissent aujourd'hui les assauts de la droite et du patronat, avec des mesures qui se sont accélérées depuis 2007 par voie législative (LRU) et de financement (les « investissements d'avenir » du Grand emprunt) et, dernièrement, l'arrêté « licence » visant la perte du caractère national du diplôme et son remplacement par des « compétences individuelles ». Nous constatons l'impérieuse nécessité non seulement de s'y opposer fermement, mais surtout **d'élaborer, avec tous les acteurs concernés, une véritable politique de gauche, une politique de rupture**. Sans oublier les étudiants, dont les conditions de vie et d'études se dégradent, ce qui établit souvent de fait une pré-sélection sociale et économique d'accès à la connaissance et qui décourage à poursuivre dans des cursus longs menant à la recherche.



Au centre des interventions, l'accent mis sur **la notion de service public de recherche et d'université, donc sa totale incompatibilité avec le modèle marchand établi par les politiques menées tant au niveau national qu'au niveau européen**. Cette notion centrale va de pair avec la conception de l'appropriation collective de la connaissance en mouvement, de faire de l'enseignement supérieur le domaine où se libèrent les capacités créatrices de chacun,

afin de pouvoir ainsi répondre à la complexité du monde, donc de la nécessité de combler le fossé entre exécutants et décideurs à tous les niveaux. Elle est aussi liée à une conception de véritable liberté, de laïcité et d'indépendance intellectuelle de la recherche et de l'université (ce qui, en d'autres termes, est appelé « liberté académique »), mais aussi son affranchissement des lobbies qui sévissent dans beaucoup de domaines (et au niveau européen). L'université de la LRU, loi-cheval de bataille, emblématique de la politique de droite, est diamétralement opposée à cette vision, car elle est basée sur la concurrence (à l'intérieur du pays et au niveau international), sur l'autoritarisme et la suppression de la démocratie (pilotage étatique centralisé et bureaucratique, présidentialisation), sur la gestion « managériale » des personnels et,

en fin de compte, sur l'éloignement de l'université de sa véritable finalité. **La LRU ne peut pas être corrigée à la marge ou arrangée: elle est purement et simplement à supprimer.**

Remplacer la concurrence par la coopération (y compris changer les « pôles de compétitivité » en pôles de coopération) signifie **affranchir la recherche et l'université des règles capitalistes imposées par les stratégies d'une Europe néolibérale au service du profit, de la guerre économique: stratégie de Lisbonne et processus de Bologne, impératifs de l'OMC, AGCS, et, plus récemment, la rhétorique sur la « dette » et le Pacte Euro Plus.** C'est le premier devoir de la gauche. Il convient aussi de **rétablir la démocratie** et d'abord les instances démocratiques

qui existent, mais sont soit ignorées, soit menacées ou réduites à des coquilles vides au lieu d'avoir un véritable droit d'intervention (CNESER, Comité national de la recherche scientifique), et de les enrichir d'instances nouvelles destinées à élaborer une politique de la recherche industrielle (la création d'un grand établissement public de la recherche technologique et industrielle) qui est indissociable d'une politique industrielle tout court. Sur ce point, il a été clarifié que **la « recherche industrielle » n'est pas à identifier avec la « recherche privée », qui donne lieu à une ponction inadmissible des moyens des laboratoires publics par**



les grands groupes capitalistes pour accroître leurs profits en misant sur la sous-traitance scientifique. Il est donc nécessaire de créer, à l'issue d'une conférence avec tous les acteurs concernés, **un pôle industriel public** et de resserrer les liens entre recherche publique et industrie. Quand on sait que dans des secteurs importants comme la métallurgie il y aura des suppressions d'emplois et des départs massifs à la retraite (plus de 30.000 dans les 5 ans à venir), on mesure la nécessité d'élaborer une politique industrielle et de veiller à ce que ces emplois, tant industriels que scientifiques, soient maintenus, que les secteurs soient développés et que la recherche et l'industrie coopèrent. Donc, d'avoir une grande ambition de politique industrielle pour une grande ambition de recherche industrielle. Rétablir la démocratie signifie aussi **rétablir l'évaluation par les pairs, contre l'AERES**, qui dévalorise l'évaluation, la transforme en « punition » et en exclusion. Elle s'inscrit d'ailleurs dans le cadre de la démocratie libérale des « agences » prétendument indépendantes, qui s'oppose à une conception réellement républicaine, instaure la logique des « experts » et éloigne les décisions des personnels.

La généralisation des appels d'offres et le changement des règles de financement avec le Grand emprunt ont entraîné une importante diminution des moyens pour les champs qui ne seront pas « arrosés » par le Grand emprunt. Les universités, les organismes, les laboratoires, sont étranglés, contraints désormais à une course aux financements qui accentue leur dépendance et dépossède

les scientifiques des choix qui doivent normalement leur incomber. C'est pourquoi la gauche doit **doubler les moyens financiers de la recherche et de l'université et plus particulièrement ceux consacrés à la recherche industrielle**, donc changer le système de financement et créer **un pôle financier public** pour favoriser aussi les investissements industriels. Cette question touche également celle de **l'emploi scientifique**, qui ne se limite bien sûr pas à la simple création de postes ou au maintien de ceux qui existent. Il est évident que la gauche doit stopper la RGPP et rétablir ses dégâts. Mais c'est aussi évident qu'il faut **une autre vision de l'emploi scientifique stable et pérenne, donc le refus de l'institutionnalisation de la précarité qui a cours actuellement**, le respect et la considération pour nos métiers. L'université et la recherche ne peuvent pas être bâties sur l'instabilité professionnelle. Cette question, même si elle est souvent considérée comme étant de la responsabilité des syndicats, doit être au cœur de la politique de service public.

Politique et syndical se rejoignent non seulement au sujet de l'emploi. **Étant tous les deux acteurs de la transformation sociale, les syndicats et les partis doivent travailler ensemble, veiller au développement d'un mouvement de masse qui visera à imposer les choix d'une politique de gauche.** Les syndicats doivent être écoutés par les partis, non seulement en période électorale, mais afin de ne plus revenir dans un passé (pas si lointain) où l'on a déserté le terrain des luttes politiques et syndicales, au moment même où il aurait fallu les intensifier. La conscience de classe ne naîtra pas automatiquement, sans un travail quotidien et coordonné de tous les acteurs politiques et syndicaux. Les syndicats, que les politiques menées depuis plus d'une décennie ont marginalisés à dessein, sont constamment sur le terrain, leur action développée dans le quotidien est bien plus importante que ce qui scande les échéances politiques de la nation. **Nous avons besoin de la continuité entre politique et syndical. La gauche a le devoir de revivifier le rôle des syndicats, si elle ne veut pas perdre.** Il s'agit là non seulement d'élaborer tout choix politique de demain avec les intéressés, donc d'abord nos collègues, mais aussi de **marquer des points dans la lutte idéologique qui est menée depuis des années par la droite et ses think tanks (Institut Montaigne) et que nous avons souvent sous-estimée**, avec comme conséquence, entre autres, la perte de nombreuses universités en 2007: c'est pourquoi nous devons mettre l'accent sur **les élections universitaires de 2012**, où la gauche et le mouvement social doivent aller bien préparés pour arrêter la déferlante réactionnaire. Mais il s'agit aussi d'**articuler le mouvement dans l'université et la recherche avec le mouvement social en général**, car nous constatons que les sujets qui nous concernent sont les mêmes et que nous ne pourrions gagner que rassemblés: franchir donc un pas de plus par rapport au puissant mouvement de 2009, qui, bien sûr, ne doit pas être oublié.

La question des IDEX et de leur caractère dangereux a été soulevée par plusieurs intervenants, parfois en les comparant à la LRU et en les considérant comme encore plus dangereux, mais surtout en soulignant que c'est là **le point culminant du remodelage de l'université et de la recherche visée par le Grand emprunt**, donc la généralisation des financements sur appels d'offres, l'instauration des thématiques/disciplines « à la mode » et l'affaiblissement, voire la disparition, de bien d'autres. Leur but, en délimitant un « périmètre d'excellence », est de tuer les organismes et les universités, de **mettre en concurrence les universités, mais aussi les régions** (présidées actuellement par le PS), dans la course effrénée au pouvoir et aux financements. Le fait que les IDEX n'aient pas soulevé un tollé, une levée de boucliers de la part des collègues, serait

à interpréter comme une tendance à l'apathie, voire à un consentement tacite en vue d'obtenir quelques subsides. Peut-être aussi cela reflète-t-il une connivence des « notables » universitaires et régionaux, puisque les IDEX, de par leur taille et leur poids, suscitent bien des appétits. Cependant, la plupart des collègues, y compris les élus aux instances, ont été mis à l'écart du processus d'élaboration des projets, qui s'est fait dans l'opacité et les a privés de la possibilité de réagir. Quelle que soit l'explication de l'absence de réactions vives des collègues, **la gauche doit supprimer les IDEX et rétablir le financement public pérenne de la recherche et de l'université publics.**

Les étudiants ont occupé une part importante de la discussion, compte tenu aussi de leur présence nombreuse et attentive dans le public et de leurs interventions dans le débat. **Leur souhait n'est pas « un retour au passé » d'avant la LRU, mais de repenser le lien entre université lieu de transmission des connaissances et l'acquisition de qualifications permettant de trouver un emploi.** Ils souhaitent l'acquisition **des méthodes les préparant à la recherche scientifique dès la première année de licence**, ce qui leur permettrait d'élever leur niveau, de faire tomber la barrière artificielle entre savoir pratique (pour tous) et savoir théorique (dès le master seulement) et peut-être faciliterait leur orientation dans les métiers de la recherche. Aujourd'hui, il faut une véritable prise en compte du fléau de la précarisation qui frappe toute la jeunesse, y compris ceux qui font des études; il faut en finir avec le mythe de « l'étudiant sur-diplômé qui ne trouve pas de travail » (les diplômés ne sont pas responsables du chômage, au moins jusqu'au niveau master: au contraire, ils le font baisser). **Leur premier sujet de préoccupation est le logement:** insuffisance de logement social étudiant, prolifération des résidences universitaires privées hors de prix, conditions de location dans le privé etc. **Les étudiants souhaitent la nationalisation du logement étudiant.** L'instabilité de logement rejoint le manque d'argent pour vivre tout simplement, ce qui oblige 1 étudiant sur 2 à travailler (avec les conséquences néfastes pour les études); avec la LRU et la libéralisation des frais d'inscription, la situation sera considérablement aggravée. Sans compter l'exploitation via des stages et la précarité d'entrée dans la vie professionnelle, même avec un niveau de diplôme élevé. En ce qui concerne les diplômés, **le doctorat doit être reconnu dans les conventions collectives** (ce qui encouragera les étudiants à poursuivre en doctorat et à faire de la recherche). Il est aussi indispensable de considérer l'enseignement supérieur dans tous ses aspects, donc de réfléchir sur le lien entre classes préparatoires, écoles d'ingénieurs (où il est aussi possible de faire de la recherche, mais...) et aussi IUT et autres établissements du supérieur. Dans ce cadre, les conséquences néfastes de la réforme des IUFM (désormais intégrées aux universités) sur la formation des enseignants et sur les conditions de travail des étudiants ont été pointées. Enfin, les étudiants, premières victimes de la **répression politique et syndicale qui sévit dans certaines universités**, soulignent que ce climat n'est guère propice au développement des libertés universitaires et à la sérénité nécessaire pour leurs études.

Bien d'autres questions ont été évoquées: la transformation de la recherche en simple « vitrine » pour le capitalisme (notamment les disciplines industrielles) et de l'université en un lieu de « formation » à des « compétences » et non plus comme celui de la production et de la transmission des connaissances; la « redéfinition » des disciplines à travers **le pilotage global par la SNRI et le choix (pas innocent) des mots-clés des sections et disciplines du CNRS**, avec des exclusions à la clé comparables à celles qui auront lieu via les différents -ex et qui marginaliseront en premier lieu de disciplines « non prioritaires » dont les SHS (cf. XYZ n°4);

le besoin de **considérer l'enseignement supérieur et la recherche dans leur globalité**, en y incluant les classes de techniciens supérieurs, les classes préparatoires, les différentes écoles d'ingénieurs et de commerce, les écoles supérieures d'agriculture qui dépendent du ministère de l'agriculture etc. et d'articuler la recherche et l'enseignement supérieur, séparés par la droite et la politique de droite; **la suppression du CIR**, très coûteux et servant davantage comme une exonération d'impôts pour les patrons que comme un « encouragement » à la recherche; **le lien indispensable entre recherche et société pour sortir de la « science-spectacle »** actuelle (ou de l'illusion que la science est un domaine privilégié même en temps de crise, quand les autres sont soumis à la rigueur); **les coopérations internationales**, notamment avec les pays de l'autre rive de la Méditerranée dans le contexte actuel d'après-révoltes et de rétablissement de la démocratie dans ces pays et avec la Palestine pour contribuer à la reconstruction de son appareil de recherche et d'enseignement supérieur; la nécessité d'**articulation avec les mouvements universitaires dans tous les pays européens** où la droite (et la politique de droite) mènent les mêmes contre-réformes qu'en France. Rejeter la logique de « l'économie de la connaissance », où la recherche ne serait qu'un produit « d'appel » pour des établissements qui ne seraient plus des « universités », mais des lieux de formation des « cadres supérieurs » au service du capitalisme globalisé.

Un travail énorme attend la gauche, d'abord pour établir l'inventaire des dégâts, ensuite pour les réparer, imposer une vision du monde de la connaissance en rupture avec le capitalisme. Cela ne peut se faire qu'avec un véritable mouvement intellectuel de masse, avec le CNESER comme orchestrateur général. Il faut agir vite et de manière forte, afin de redonner à nos collègues l'espoir qu'il est possible de vraiment changer les choses. C'est cet espoir qui a tendance à manquer: le Front de Gauche a donc le devoir de le rétablir. **Au lieu de parler de mesures « réalistes », nous insisterons sur les mesures « implémentables », donc sur la réalité de ce que, de fait, nous avons l'intention de réaliser dès le début de la législature.** C'est une

voie de confrontation d'idées, mais aussi de présence active dans les luttes. « Être sérieux avec notre rêve » signifie le vivifier à chaque instant, le confronter avec la réalité, combattre le conformisme et le « réalisme » de compromission, oser avancer et proposer, penser en premier lieu comment, à travers quelles institutions le bouillonnement intellectuel menant au changement sera possible demain. « Être sérieux avec notre rêve » signifie l'ancrer dans



l'utopie qui sera le réalisme de demain. Et se mettre en mouvement, avec cet outil précieux qu'est le Front de Gauche, tous rassemblés, pour que nos rêves deviennent la politique réelle à partir du printemps 2012. Comme l'avait écrit Marie Curie, dans une lettre qui pourrait être caractérisée comme prophétique (préfigurant la mission du futur CNRS et donc concevant la recherche comme une entreprise collective dont l'objectif est l'accroissement de la connaissance et non du profit)

« une société bien organisée devrait assurer à ses travailleurs, des moyens efficaces d'accomplir leurs tâches, dans une vie débarrassée des soucis matériels et librement consacrée à la recherche ».

Ce débat n'est qu'un début d'une série de débats du même type que le Front de Gauche organisera dans plusieurs villes/sites universitaires dans la période à venir. Ce compte rendu servira de mise en bouche et de fermentation de nouvelles idées qui se développeront dans la confrontation et dans les luttes, dans la rue et dans les urnes.